

RENDEZ-VOUS AVEC LES PRESIDENTS DES DIFFERENTS GROUPES DE LMCU

Déclaration du 13 JANVIER 2012

Merci de nous recevoir « enfin » et de nous permettre de vous exposer nos inquiétudes et revendications et vous interpeller sur deux points les plus importants :

Le 1^{er} point pour rappel, et dont vous avez connaissance de par nos différents courriers et nos divers rassemblements concerne :

Une étude de faisabilité : sur une baisse importante du coût des transports.

En effet depuis la nouvelle tarification de 2005 qui s'est traduit par une forte hausse du coût des transports celle-ci a contribué à des difficultés financières supplémentaires pour la population.

Une étude de faisabilité qui se situe dans la réalisation d'une étude contradictoire entre les charges (fonctionnement et investissements) et les recettes dégagés par moins de coûts induits : moins d'accidents de la route, moins de pollution, moins de maladies respiratoires, moins d'entretien des routes, etc... moins de bruit, bref une amélioration du cadre de vie. Nos propositions s'inscrivent pleinement dans le « plan climat » dont l'ambition affichée est de réduire les gaz à effet de serre de 30% d'ici 2020 en associant justice sociale et développement durable.

Cette étude et expérimentation pourrait avoir lieu durant 6 à 12 mois afin d'en mesurer les effets sur la fréquentation des transports.

Nous vous interpellons et demandons de mettre ce point d'une étude de faisabilité à l'Ordre du Jour du prochain Conseil Communautaire. Ce qui jusqu'à présent a été refusé par l'exécutif de LMCU balayant de ce fait toute possibilité d'analyse et d'expression démocratique des élus communautaires.

Revendication également qui va dans le même sens d'une Régie publique des transports quand les responsables de LMCU indiquent dans « La Voix du Nord » du 15 novembre dernier que lors du dernier contrat de Kéolis, cette Société leur a versé 20 millions d'€ de pénalités !!! Pourquoi ces pénalités, c'est bien les usagers qui pâtissent des défaillances de Kéolis.

Le 2^{ème} point :

Concerne la **suppression de la gratuité des transports scolaires pour les lycéens** qui va générer un coût supplémentaire, notamment, pour les familles les plus défavorisées puisque les foyers non imposables se voient taxer de 9€ par mois et par enfant alors qu'elles ne payaient rien auparavant.

Mesure autant incompréhensible qu'inacceptable.

Une appréciation et expression partagée par tous ceux qui s'expriment aujourd'hui, syndicats, associations, politique, sur la base d'un constat de résultat qui conduit à aggraver les conditions de vie des familles et les conditions d'accès à l'école pour les lycéens avec y compris un risque plus important d'absentéisme et d'échec scolaire.

Une mesure considérée à juste titre de régression sociale dans le cadre de l'accès à l'école gratuite pour tous et qui vient s'ajouter à la régression de la carte scolaire dans la région avec les nombreuses suppressions d'emplois (plus de 1000) et 589 dans le rectorat.

Mesure d'autant plus injuste et pénalisante pour les foyers, que nous sommes la dernière région de France, lanterne rouge, d'un point de vue sanitaire et social.

Et ce n'est pas un article paru dans Liberté Hebdo qui nous contredira puisque la pauvreté est en forte augmentation dans la métropole lilloise.

Un constat d'ailleurs partagé par l'expression du président du conseil général du Nord et par ailleurs président de l'union nationale des centres communaux d'action sociale déclarant qu'une partie de la société est sacrifiée, que nous sommes face à un problème, un phénomène de massification, d'un réel et profond désespoir, d'autant que la précarité touche aujourd'hui tout le monde, des jeunes jusqu'aux plus âgés.

C'est sur la base de ces constats, de la pauvreté connue qui s'étend de plus en plus et des difficultés vécues au quotidien par les familles, que nous interpellons les élus que vous êtes et que nous vous demandons à travers vos « choix et décisions politiques » de ne pas ajouter de la misère à la rigueur et à l'austérité.

Nous vous demandons donc de faire preuve d'un volontarisme politique en répondant aux besoins sociaux et environnementaux, de revenir à la gratuité des transports scolaires des lycéens et de l'étendre à l'ensemble des lycéens.